

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41785]

**11 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement de pouvoirs spéciaux n° 46 visant à déroger au Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et à le compléter afin de soutenir les finances locales obérées par la crise COVID-19 et d'autoriser des déficits budgétaires**

## RAPPORT AU GOUVERNEMENT

La crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, voire à paralyser certains services.

Le confinement économique ainsi que les recommandations leur émises ont et auront des impacts importants sur les finances des communes, tant au niveau des recettes que des dépenses, tant directement qu'indirectement, au niveau de l'ensemble de leurs entités, et notamment les CPAS.

Il importe dès lors de soutenir les communes dans leurs capacités d'action, qu'il s'agisse des efforts dans leur participation et leur appui à la lutte contre l'épidémie et à ses conséquences en termes économiques et sociales, ainsi qu'à garantir leur capacité financière dans le cadre de la relance de l'ensemble de leurs activités durant les années à venir.

**Assouplissement budgétaire :**

Les Pouvoirs locaux sont les premiers investisseurs du pays. Il est donc important d'assouplir pour eux également les règles budgétaires de façon à leur permettre de continuer à jouer leur rôle moteur dans l'économie.

Afin d'assouplir ces règles et de rencontrer les différentes situations locales, un pourcentage de déficit à l'exercice propre est autorisé pour les années 2020 à 2021 à concurrence respectivement de 3% et 5%. Pour les communes qui comptabilisent des réserves ordinaires et/ou des provisions excédentaires, il leur sera permis de les rapatrier à l'exercice propre à concurrence du déficit autorisé.

Ce déficit devra relever des moindres recettes ou des dépenses, en plus ou en moins, liées à la crise sanitaire. A cet égard, une annexe devra être fournie par la commune, annexe reprenant les différents postes visés ci-dessus.

Dans le cadre de l'assouplissement budgétaire, une vérification particulière sera apportée au montant des provisions constituées. Les communes devront en effet justifier les montants, la hauteur de ceux-ci ainsi que leur maintien. Compte tenu de la situation, l'excédent constaté devra être réintégré dans les résultats si l'équilibre le réclame ou intégrée dans le fonds des réserves ordinaires ou dans une provision spécifiquement constituée dans le cadre de la crise.

**Prêts d'aide CRAC :**

Le principe de base est donc l'équilibre au global du budget ordinaire.

Pour les communes dont l'équilibre au global n'est plus atteint, en raison des conséquences liées à la crise sanitaire, un prêt d'aide spécifique COVID-19 pourra leur être octroyé à concurrence des coûts (recettes/dépenses) répertoriés dans l'annexe et vérifiés, limités aux pourcentages maximums déterminés. La demande de prêt accompagnée de l'annexe justificative devra parvenir au CRAC et au SPW IAS pour le 30 septembre de l'année concernée au plus tard.

Les prêts seront octroyés annuellement, en fonction de la situation réelle rencontrée par les communes et après vérification des différents postes impactés, transmis par celles-ci dans une annexe spécifique. Les prêts seront donc octroyés en fin d'année. La durée de remboursement est fixée à un maximum de 10 années, avec intervention régionale totale au niveau des intérêts.

**Emprunt pour dépenses ordinaires spécifiques COVID-19 :**

Les Pouvoirs locaux sont les premiers intervenants sur le terrain, tant vis-à-vis des citoyens que de l'activité économique locale. Il est donc indispensable qu'ils aient les moyens non seulement d'assumer les différents impacts financiers de la crise sur leurs propres budgets mais également d'intervenir sur le terrain économique local, dont la proximité est leur meilleur atout. La vérité locale peut en effet être différente de la réalité régionale et fédérale en termes de relance.

La relance économique indispensable passera indéniablement par l'investissement. Et les Pouvoirs locaux sont les premiers investisseurs du pays.

Il faut néanmoins rappeler que ces réserves extraordinaires ont été constituées, d'une part, en période de non-crise et, d'autre part, au départ de l'exercice ordinaire.

Les investissements ne seront pas les seuls leviers de relance économique. Il est indispensable également que les moyens leur soient prévus pour agir dans l'immédiateté, afin de rencontrer les besoins constatés sur le terrain sans attendre des périodes parfois longues lorsqu'il s'agit d'investissements.

Pour rencontrer cette immédiateté, il sera dérogé à la règle de l'emprunt, exclusivement aujourd'hui destiné à l'investissement, et il sera permis aux communes de recourir à celui-ci aux fins de dépenses ordinaires spécifiquement dédiées à la relance économique.

La possibilité de rapatrier les réserves extraordinaires est également introduite.

Les situations des communes sont effet très diverses, en ce qui concerne la constitution de réserves ordinaires, de provisions et de réserves extraordinaires.

La combinaison du recours à l'emprunt et aux réserves extraordinaires ne pourra excéder pour l'ensemble de la période 2020-2021 la limite de 100 euros par habitant.

Quant à l'emprunt, sa durée de remboursement sera limitée à un maximum de 20 années et il sera réalisé directement par la commune, sans aucune aide régionale.

**Evaluation :**

Une évaluation sera réalisée pour le 31 mars 2021 au plus tard. Celle-ci portera non seulement sur les chiffres réels des différents impacts de la crise relatifs à l'année 2020 mais également sur les estimations pour l'année 2021 de ces mêmes impacts. Elle fera également le point sur le recours par les communes aux différents dispositifs dérogatoires mis en place ainsi que sur les différentes mesures de relance prises.

Il est impossible d'envisager de réaliser ces évaluations et rapport dès lors que les récoltes des différentes données utiles ne pourront être réalisées et constatées qu'en fin d'année non seulement pour ce qui concerne l'année 2020 mais également pour ce qui concerne les estimations affinées en ce qui concerne 2021. Cette évaluation sera également opportune pour déterminer d'éventuelles mesures ultérieures.

Avis de la section législation du Conseil d'Etat n°67466 du 2 juin :

L'ensemble des adaptations de forme et techniques proposées par le Conseil d'Etat ont été suivies.

Concernant le choix d'intégrer certaines modifications dans le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et non dans le Règlement Général de la Comptabilité Communale, le Conseil d'Etat a validé notre motivation découlant de l'urgence, de l'importance des mesures, de la cohérence de l'ensemble proposé, de leur lisibilité et de leur caractère exceptionnel.

Les dispositions :

L'article 1<sup>er</sup> autorise un déficit à l'exercice propre du service ordinaire de 3% en 2020 et 5% en 2021 découlant expressément de l'impact de la crise sanitaire COVID-19 sur les budgets communaux.

Ces pourcentages sont calculés sur le total des dépenses ordinaires de l'exercice propre.

L'article 2 prévoit la possibilité pour les communes qui sont en défaut de pouvoir présenter un équilibre global au service ordinaire de solliciter une aide auprès du Centre Régional d'Aide aux Communes, avec intervention totale de la Région au niveau des intérêts.

Il précise également que, dans ce cas, dès lors que ce défaut d'équilibre découle expressément de l'impact de la crise sanitaire, les communes concernées ne doivent pas présenter de plan de convergence.

L'article 3 dispose que les fonds de réserve ordinaire peuvent être rapatriés dans l'exercice propre du service ordinaire comme s'il s'agissait de provisions.

L'article 4 permet aux communes de recourir à l'emprunt et/ou au rapatriement de réserves extraordinaires aux fins de financer des dépenses spécifiques de relance en lien direct avec la crise sanitaire.

La possibilité de recourir aux réserves extraordinaires dans le même objectif est la réponse à la remarque de l'Union des Villes et communes de Wallonie.

Le montant maximum autorisé de l'ensemble de ces deux possibilités de financement pour la période 2020-2021 est de 100 euros par habitant.

La durée de remboursement de l'emprunt est fixée à un maximum de 20 ans.

L'article 5 prévoit que l'arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

#### Avis du Conseil d'Etat n° 67.466/4 du 2 juin 2020 Section de législation

Le 25 mai 2020, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'de pouvoirs spéciaux n° 46 visant à déroger au Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et à le compléter afin de soutenir les finances locales obérées par la crise COVID-19 et d'autoriser des déficits budgétaires'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 2 juin 2020. La chambre était composée de Martine Baguet, président de chambre, Luc Cambier et Bernard Blero, conseillers d'Etat, et Anne-Catherine Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par Marc Oswald, premier auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 juin 2020.

\*

Suivant l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'Etat', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, voire à paralyser certains services;

Considérant qu'elle est de nature à affecter le bon fonctionnement des différents services publics et notamment les pouvoirs locaux;

Considérant qu'en vertu de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave;

Considérant que les communes sont compétentes notamment pour régler les matières relevant de l'intérêt communal et prévenir les atteintes à l'ordre public, qui comprend la tranquillité, la salubrité et la sécurité publique;

Considérant que la crise du COVID-19 aura des conséquences négatives sur les finances des pouvoirs locaux communaux, tant au niveau des recettes que des dépenses;

Considérant que les règles budgétaires actuelles auxquelles sont soumis les pouvoirs locaux sont tout à fait incompatibles avec les conséquences induites par la crise sanitaire sur leurs moyens d'actions et de fonctionnement;

Considérant que des règles dérogatoires exceptionnelles doivent être prises en urgence en raison des adaptations budgétaires que les pouvoirs locaux devront adopter;

Considérant qu'il importe aussi de soutenir les efforts de nombreux pouvoirs locaux communaux dans leur participation et leur appui à la lutte contre l'épidémie ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'Etat', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Examen du projet

Préambule

1. Il n'est pas nécessaire de viser l'article 6 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', lequel n'offre pas de fondement juridique au projet à l'examen.

2. Il convient en revanche de viser expressément le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 17 mars 2020 'octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19', lequel, cité d'ailleurs dans le troisième considérant, autorise le Gouvernement wallon à « prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave ».

3. Un visa relatif à l'avis du Conseil d'État sera inséré avant les considérants; il sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis n° 67.466/4 du Conseil d'État donné le 2 juin 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973; » (1).

#### Dispositif

#### Article 1<sup>er</sup>

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de remplacer le mot « avec » par le mot « par ».

Le paragraphe 3 en projet doit être précédé du sigle « § 3 ».

Ces observations valent pour la suite du projet.

2. L'article L1314-1, § 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (ci-près : le Code), en projet, sera rédigé comme suit :

« § 3. Par dérogation au paragraphe 2, l'exercice propre du service ordinaire (la suite comme au projet) ».

Dans la suite de cette disposition, l'expression « l'exercice propre » sera préférée à celle de « l'exercice proprement dit ». À cet égard, le délégué du Ministre confirme que ces deux notions sont équivalentes.

La même observation vaut aussi pour l'article L1314-1, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, en projet (article 3 du projet).

#### Article 2

1. L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article L1314-1, § 4, en projet recourt à la notion d'« équilibre global au service ordinaire », laquelle n'est pas définie dans le Code.

Selon le délégué du Ministre, cet équilibre « global » est celui tel qu'entendu à l'article L1314-1, § 1<sup>er</sup>, du Code. L'auteur du projet est dès lors invité à opérer un renvoi à cette disposition.

2. L'alinéa 2 de l'article L1314-1, § 4, en projet prévoit la possibilité d'« une aide financière du Gouvernement ».

D'après la note au Gouvernement, cette aide serait accordée sous la forme d'un prêt du Centre régional d'aide aux communes (CRAC), les intérêts étant pris en charge par la Région.

Une telle précision gagnerait à être insérée dans le projet.

3. À l'alinéa 3 de l'article L1314-1, § 4, en projet, les mots « le cas échéant » seront omis.

#### Article 3

L'article L1314-1, § 5, en projet prévoit la possibilité, pour les exercices 2020 et 2021, de rapatrier les fonds de réserve ordinaires, affectés ou sans affectation particulière, dans l'exercice « proprement dit » du service ordinaire comme s'il s'agissait de provisions.

Cette faculté ne déroge à aucune disposition du Code, mais bien à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 'portant le règlement général de la comptabilité en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation'.

Cependant, l'arrêté en projet entend s'appuyer sur le décret du 17 mars 2020 et non sur cet article L1315-1 qui charge le Gouvernement d'arrêter « les règles budgétaires, financières et comptables des communes, ainsi que celles relatives aux modalités d'exercice des fonctions de leurs comptables ».

Interrogé à ce sujet, le délégué du Ministre justifie ce choix de la manière suivante :

« Vu l'urgence et l'importance des mesures décidées, mais aussi pour assurer la cohérence de l'ensemble des dispositions (articles 1 à 5), leur lisibilité ainsi que leur caractère exceptionnel, nous avons considéré indispensable de les insérer dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ».

Eu égard à cette explication et dès lors que la disposition à l'examen entre dans le cadre de l'habilitation mise en œuvre par le projet, elle ne soulève pas de difficulté.

L'attention de l'auteur du projet est néanmoins attirée sur le fait que le texte devra faire l'objet d'une confirmation décrétable ultérieure, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020, ce qui aura pour conséquence que la disposition dérogeant à l'arrêté du gouvernement du 5 juillet 2007 aura force de décret.

#### Article 5

À la différence des textes législatifs, les arrêtés ne sont pas promulgués. La disposition doit être ou bien omise, auquel cas l'arrêté entrera en vigueur le dixième jour après celui de sa publication, conformément à l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980, ou bien revue pour fixer l'entrée en vigueur de l'arrêté à une date précise antérieure à celle qui résulte de l'application du droit commun.

Le Greffier,  
Anne-Catherine Van Geersdaele

Le Président,  
Martine Baguet

#### Note

(1) *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n 36.1 et formule F 3-5-2.

**11 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement de pouvoirs spéciaux n° 46 visant à déroger au Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et à le compléter afin de soutenir les finances locales obérées par la crise COVID-19 et d'autoriser des déficits budgétaires**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 39 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, notamment son article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'avis n° 67.466/4 du Conseil d'Etat donné le 2 juin 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, voire à paralyser certains services;

Considérant qu'elle est de nature à affecter le bon fonctionnement des différents services publics et notamment les pouvoirs locaux;

Considérant qu'en vertu de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave;

Considérant que les communes sont compétentes, notamment, pour régler les matières relevant de l'intérêt communal et prévenir les atteintes à l'ordre public, qui comprend la tranquillité, la salubrité et la sécurité publique;

Considérant que la crise du COVID-19 aura des conséquences négatives sur les finances des pouvoirs locaux communaux, tant au niveau des recettes que des dépenses;

Considérant que les règles budgétaires actuelles auxquelles sont soumis les pouvoirs locaux sont tout à fait incompatibles avec les conséquences induites par la crise sanitaire sur leurs moyens d'actions et de fonctionnement;

Considérant que des règles dérogatoires exceptionnelles doivent être prises en urgence en raison des adaptations budgétaires que les pouvoirs locaux devront adopter;

Considérant qu'il importe aussi de soutenir les efforts de nombreux pouvoirs locaux communaux dans leur participation et leur appui à la lutte contre l'épidémie;

Sur proposition du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article L1314-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation est complété par le paragraphe 3 suivant :

« § 3. Par dérogation au paragraphe 2, l'exercice propre du service ordinaire des budgets communaux peut présenter un déficit au cours des exercices 2020 et 2021 découlant expressément de l'impact de la crise COVID-19.

Le déficit en 2020 sera au maximum de 3% du total des dépenses ordinaires de l'exercice propre. Il sera calculé lors de chaque modification budgétaire 2020.

Le déficit en 2021 sera au maximum de 5% du total des dépenses ordinaires de l'exercice propre. Il sera calculé lors du budget initial 2021 et de chaque modification budgétaire 2021. ».

**Art. 2.** L'article L1314-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation est complété par le paragraphe 4 suivant :

« § 4. Au cours des exercices 2020 et 2021, à défaut d'équilibre global au service ordinaire, tel que défini à l'article L1314-1, § 1<sup>er</sup>, découlant expressément de l'impact de la crise COVID-19, toutes les communes, y compris celles déjà sous plan de gestion, peuvent solliciter une aide financière du Gouvernement.

Cette aide est subordonnée à la présentation d'un plan de gestion spécifique COVID-19 qui devra d'abord prévoir le retour à l'équilibre global du service ordinaire durant l'année où l'aide financière susvisée est obtenue, et ensuite prévoir le retour à l'équilibre de l'exercice propre du service ordinaire au plus tard au budget initial de l'exercice 2022.

Cette aide consiste en un prêt via le Centre régional d'aide aux communes, pour lequel la Région prend en charge la totalité des charges d'intérêts.

Dans pareil cas, il est dérogé à l'article L1314-1, § 2, et les communes concernées ne doivent pas présenter un plan de convergence. ».

**Art. 3.** L'article L1314-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation est complété par le paragraphe 5 suivant :

« § 5. Au cours des exercices 2020 et 2021, les fonds de réserve ordinaires, affectés ou sans affectation particulière, pourront être rapatriés dans l'exercice propre du service ordinaire comme s'il s'agissait de provisions.

Lesdits fonds seront rapatriés dans la fonction ad hoc s'ils ont un usage déjà défini ou simplement dans la fonction « 000 Recettes générales » s'ils servent à équilibrer l'exercice propre du service ordinaire. ».

**Art. 4.** L'article L1314-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation est complété par le paragraphe 6 suivant :

« § 6. Au cours des exercices 2020 et 2021, il sera admis que les dépenses spécifiques de relance en lien direct avec la crise sanitaire inscrites au service ordinaire soient financées via un emprunt et via le rapatriement de fonds de réserves extraordinaires dans l'exercice propre du service ordinaire comme s'il s'agissait de provisions.

Le montant maximum autorisé du total cumulé de l'emprunt et du rapatriement de fonds de réserves extraordinaires pour l'ensemble des années 2020 et 2021 est de 100 euros par habitant.

La durée d'amortissement de l'emprunt est fixée à un maximum de 20 ans.

Dans pareil cas, l'emprunt est d'abord inscrit comme il se doit au service extraordinaire et transféré dans la fonction ad hoc du service ordinaire comme s'il s'agissait d'une provision. ».

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 juin 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P.-Y. DERMAGNE

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/41785]

**11 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 46 tot afwijking en aanvulling van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie om de lokale financiën met zware schuldenlast als gevolg van de crisis COVID-19 te steunen en begrotingstekorten toe te laten**

## VERSLAG AAN DE REGERING

De buitengewone gezondheids crisis in verband met COVID-19 die heden België treft en de huidige en komende regels, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, zijn van dien aard dat ze iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertragen en sommige diensten zelfs lamleggen.

De economische lockdown en de aanbevelingen die ze gekregen hebben, zijn nu en zullen later nog van grote invloed zijn op de gemeentelijke financiën, zowel wat de ontvangsten als wat de uitgaven betreft, zowel rechtstreeks als onrechtstreeks, en dit voor alle entiteiten, en met name de OCMW's.

Daarom is het van belang de gemeenten te ondersteunen in hun mogelijkheid tot handelen, ongeacht of het om inspanningen gaat in hun deelname aan en ondersteuning van de bestrijding van de epidemie en haar gevolgen op economisch en sociaal vlak, dan wel om het waarborgen van hun financiële draagkracht in het kader van de heropstart van hun activiteiten in de komende jaren.

**Budgettaire versoepeling:**

De lokale besturen zijn de eerste investeerders van het land. Dus is het van belang dat ook hun budgettaire regels worden versoepeld, zodat ze verder hun rol kunnen blijven spelen in de economie.

Om deze regels te versoepelen en in te spelen op de verschillende lokale situaties, wordt een percentage van tekort op het eigenlijk werkingsjaar toegestaan voor de jaren 2020 tot 2021, tegen respectievelijk 3% en 5%. Voor de gemeenten die gewone reserves en/of een overschot aan voorzieningen geboekt hebben, wordt het mogelijk ze, ter hoogte van het toegestane tekort, terug te boeken naar het eigenlijk werkingsjaar.

Dat tekort zal onder de aan de sanitaire crisis verbonden minderontvangsten of de meer- of minderuitgaven dienen te vallen. In dat opzicht moet de gemeente een bijlage bijvoegen waarin de verschillende bovenvermelde posten te lezen staan.

In het kader van de budgettaire versoepeling wordt het bedrag van de gevormde voorzieningen in het bijzonder nagekeken. De gemeenten zullen de bedragen, de hoogte van het bedrag en de instandhouding ervan moeten verantwoorden. Rekening houdend met de situatie zal het vastgesteld overschot in de resultaten opgenomen moeten worden als dit vereist is door het evenwicht of opgenomen moeten worden in het fonds van de gewone reserves of in een specifiek in het kader van de crisis opgerichte voorziening.

**Bijstandsleningen van het CRAC (gewestelijk hulpcentrum gemeenten):**

Het basisprincipe is dus het globaal evenwicht van de gewone begroting.

Voor de gemeenten die geen globaal evenwicht meer bereiken wegens de gevolgen van de sanitaire crisis kan een specifieke bijstandslening COVID-19 worden toegekend ter hoogte van de kosten (in ontvangsten/uitgaven) die in de bijlage worden vermeld en nagekeken, beperkt tot de gestelde maximumpercentages. De leningsaanvraag zal tegen uiterlijk 30 september van het betrokken jaar samen met de verantwoordende bijlage naar het hulpcentrum en de Waalse Overheidsdienst Binnenlandse aangelegenheden en Sociale Actie overgemaakt dienen te worden.

De leningen worden jaarlijks toegekend, in functie van de reële toestand die de gemeenten meemaken, en na verificatie van de verschillende aangetaste posten, waarbij dit door de gemeenten in een specifieke bijlage wordt overgemaakt. De leningen zullen dus op het einde van het jaar worden toegekend. De terugbetalingstermijn wordt vastgesteld op maximum tien jaar, met een algehele gewestelijke interventie betreffende de rente.

**Lening voor gewone uitgaven eigen aan COVID-19:**

De lokale besturen staan in die hoedanigheid in de eerste lijn ten opzichte van de burgers en van de plaatselijke economie. Het is dus onontbeerlijk dat ze over de middelen beschikken om de verschillende financiële gevolgen van de crisis op hun eigen budgetten op te vangen, maar ook om te interveniëren op plaatselijk economisch vlak, en daarvoor is hun nabijheid hun beste troef. De werkelijke plaatselijke toestand kan immers verschillen van de gewestelijke en plaatselijke toestand in termen van economische relance.

Investerings zijn ontegensprekelijk een onontbeerlijke voorwaarde voor de economische relance. En de lokale besturen zijn de eerste investeerders van het land.

Er dient niettemin op te worden gewezen dat deze buitengewone reserves enerzijds zijn aangelegd toen van de crisis nog geen sprake was en anderzijds, uitgaande van het gewone dienstjaar.

Investerings zijn niet de enige hefboom voor de economische relance. Het is eveneens onontbeerlijk dat zij middelen krijgen om op zeer korte termijn op te treden en in te kunnen spelen op de vastgestelde terreingebonden behoeften, zonder langere periodes te moeten afwachten die gepaard gaan met investeringen.

Om op die zeer korte termijn in te spelen wordt van de regel van de lening afgeweken, zoals die vandaag uitsluitend vaststaat voor investeringen, om de gemeenten de mogelijkheid te bieden leningen te kunnen aangaan voor gewone uitgaven die specifiek bestemd zijn voor de economische relance.

Er wordt eveneens voorzien in de mogelijkheid tot het terugboeken van de buitengewone reserves.

In de gemeenten is de toestand immers zeer uiteenlopend, wat betreft het vormen van gewone reserves, provisies en buitengewone reserves.

Het combineren van leningen en buitengewone reserves mag, over de gehele periode 2020-2021, de bovengrens van 100 euro per inwoner niet overschrijden.

Wat de lening dan betreft, mag de terugbetaling niet langer duren dan een maximum van 20 jaar, en wordt in zijn geheel rechtstreeks door de gemeente gedragen zonder enige gewestelijke hulp.

**Evaluatie:**

Tegen uiterlijk 31 maart 2021 wordt een evaluatie uitgevoerd. Deze evaluatie kijkt dan niet enkel naar de werkelijke cijfers van de verschillende gevolgen van de crisis voor 2020, maar ook naar de ramingen voor 2021 aangaande deze zelfde gevolgen. Daarbij wordt eveneens een stand van zaken opgemaakt van de wijze waarop de gemeenten een beroep doen op de verschillende afwijkingregelingen, en op de verschillende genomen relancemaatregelen.

Het is onmogelijk, zowel evaluatie als verslag uit te willen voeren als de inzameling van de verschillende nuttige gegevens pas op het einde van het jaar uitgevoerd en vastgesteld kunnen worden voor wat betreft het jaar 2020 maar eveneens voor wat betreft de verijnde ramingen voor 2021. Deze evaluatie zal eveneens passend zijn om eventuele latere maatregelen te bepalen.

Advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State nr. 67.466 van 2 juni:

De gezamenlijke vormelijke en technische aanpassingen voorgesteld door de Raad van State werden opgevolgd.

Wat betreft de keuze om bepaalde wijzigingen op te nemen in het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie, en niet in het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, heeft de Raad van State zich achter onze motivering geschaard voortvloeiende uit de dringende noodzakelijkheid, het belang van de maatregelen, de samenhang van de voorgestelde aanpak, de leesbaarheid ervan en het uitzonderlijk karakter.

De bepalingen:

Artikel 1 laat een tekort toe op het eigenlijk boekjaar van de gewone dienst, met 3% in 2020 en 5% in 2021, uitdrukkelijk voortvloeiend uit de impact van de sanitaire crisis COVID-19 op de gemeentelijke begrotingen.

Deze percentages worden berekend op het totaal van de gewone uitgaven van het eigenlijk werkingsjaar.

Artikel 2 voorziet in de mogelijkheid, voor de gemeenten die geen globaal evenwicht kunnen voorleggen voor de gewone dienst, om een tegemoetkoming aan te vragen bij het gewestelijk hulpcentrum voor de gemeenten, met een totale overname van de rente door het Gewest.

Daarin wordt eveneens bepaald dat de betrokken gemeenten in dat geval, wanneer het gebrek aan evenwicht uitdrukkelijk uit de impact van de sanitaire crisis voortvloeit, geen convergentieplan moeten voorleggen.

Artikel 3 bepaalt dat de gewone reservefondsen teruggeboekt kunnen worden naar het eigenlijk werkingsjaar van de gewone dienst als waren het voorzieningen.

Artikel 4 biedt de gemeenten de mogelijkheid om in te gaan op leningen en/of op het terugboeken van buitengewone reserves voor het financieren van de specifieke uitgaven voor relancemaatregelen in direct verband met de sanitaire crisis.

De mogelijkheid om met het oog op hetzelfde doel de buitengewone reserves aan te spreken is het antwoord op de bemerkingen van de Unie van steden en gemeenten van Wallonië.

Het toegelaten maximumbedrag voor beide financieringsmogelijkheden voor de periode 2020-2021 bedraagt 100 euro per inwoner.

De periode om de lening terug te betalen wordt vastgesteld op maximum 20 jaar.

Artikel 5 bepaalt dat het besluit in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

---

#### Advies van de Raad van State nr. 67.466/4 van 2 juni 2020 Afdeling wetgeving

Op 25 mei 2020 werd de Raad van State, afdeling wetgeving, door de Minister van Huisvesting, Lokale Besturen en Stedenbeleid van het Waals Gewest verzocht, een advies mede te delen binnen een termijn van vijf werkdagen met betrekking tot een ontwerp-besluit 'tot afwijking en aanvulling van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie om de lokale financiën met zware schuldenlast als gevolg van de crisis COVID-19 te steunen en begrotingstekorten toe te laten'.

Het ontwerp werd op 2 juni 2020 onderzocht door de vierde kamer. De kamer was samengesteld uit Martine Baguet, voorzitter van de kamer, Luc Cambier en Bernard Blero, Staatsraden, en Anne-Catherine Van Geersdaele, griffier.

Het verslag werd voorgelegd door Marc Oswald, eerste auditeur.

Het advies, waarvan de tekst volgt, werd uitgebracht op 2 juni 2020.

\*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag specifiek de motieven worden opgegeven die er het dringend karakter van verantwoorden.

Het schrijven luidt als volgt:

"Overwegende dat de buitengewone gezondheids crisis in verband met COVID-19 die heden België treft en dat de huidige en komende regels, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, van dien aard zijn dat ze iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertragen en sommige diensten zelfs lamleggen;

Overwegende dat dit van dien aard is dat de goede werking van de verschillende openbare diensten, inzonderheid de plaatselijke besturen, belemmert;

Overwegende dat de Regering, krachtens artikel 1 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, bevoegd is om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar;

Overwegende dat de gemeenten met name bevoegd zijn om zaken van gemeentelijk belang te regelen en om verstoringen van de openbare orde te voorkomen, waaronder vrede, gezondheid en openbare veiligheid;

Overwegende dat de crisis COVID-19 negatieve gevolgen zal hebben op de financiën van de lokale, gemeentelijke besturen zowel aan ontvangstenzijde als aan uitgavenzijde;

Overwegende dat de huidige begrotingsregels waaraan de lokale besturen worden onderworpen geheel en al onverenigbaar zijn met de gevolgen voortvloeiend uit de sanitaire crisis op hun actie- en werkingsmiddelen;

Overwegende dat de buitengewone afwijkingsregels dringend genomen dienen te worden wegens de budgettaire aanpassingen die de lokale besturen zullen moeten aannemen;

Overwegende dat het eveneens van belang is dat de inspanningen van talrijke lokale, gemeentelijke besturen in hun deelname aan en ondersteuning van de bestrijding van de epidemie steun krijgen”.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op grond van artikel 84, § 1, lid 1, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling wetgeving haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, tot de bevoegdheid van de steller van de akte, evenals tot het voltooien van de voorafgaandelijke vormvereisten, overeenkomstig artikel 84, § 3, van voornoemde gecoördineerde wetten.

Op deze drie punten worden volgende bemerkingen.

#### Onderzoek van het ontwerp

##### Aanhef

1. Artikel 6 van de bijzondere wet van 8 augustus 1880 “houdende hervorming der instellingen” moet niet beoogd worden daar dit geen rechtsgrond biedt voor het voorliggend ontwerp.

2. Daarentegen dient uitdrukkelijk paragraaf 1 van artikel 1 van het decreet van 17 maart 2020 beoogd te worden, “tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19”, dat de Waalse Regering, gelet overigens op het vernoemen ervan in de derde considerans, gemachtigd wordt “om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar”.

3. Er dient een visum betreffende het advies van de Raad van State voor de consideransen te worden ingevoegd, luidend als volgt:

“Gelet op advies nr. 64.466/4 van de Raad van State, gegeven op 2 juni 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;” (1).

#### Beschikkend gedeelte

##### Artikel 1.

1. In de inleidende zin dient, in de Franse versie, het woord “avec” vervangen te worden door het woord “par”. Paragraaf 3 in het ontwerp dient voorafgegaan door het teken “§ 3”.

Deze bemerkingen gelden voor het vervolg van het ontwerp.

2. Artikel L1314-2, § 3, van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en Decentralisatie (hierna: het Wetboek), in ontwerp, dient, in de Franse versie, te luiden als volgt:

« § 3. Par dérogation au paragraphe 2, l'exercice propre du service ordinaire (la suite comme au projet) ».

In het vervolg van deze bepaling wordt, in de Franse versie, de uitdrukking “l'exercice propre” bij voorkeur gebruikt boven “l'exercice proprement dit”. In dat opzicht bevestigt de afgevaardigde van Minister dat beide begrippen gelijkwaardig zijn.

Dezelfde bemerking geldt ook voor artikel L1314-1, § 5, lid 1, in ontwerp (artikel 3 van het ontwerp).

##### Artikel 2.

1. In het eerste lid van artikel L1314-1, § 4, in ontwerp, wordt, in de Franse versie, gebruik gemaakt van het begrip “équilibre global au service ordinaire”, dat niet omschreven is in het Wetboek.

Volgens de afgevaardigde van de Minister is het “globaal” evenwicht waarvan sprake het evenwicht zoals in de zin van artikel L1314-1, § 1, van het Wetboek. De steller van het ontwerp wordt bijgevolg verzocht te verwijzen naar deze bepaling.

2. Het tweede lid van artikel L1314-1, § 4, in ontwerp, voorziet in de mogelijkheid tot een financiële hulp van de Regering.

Volgens de nota aan de Regering zou deze hulp toegekend worden in de vorm van een lening van het Gewestelijk Hulpcentrum voor de Gemeenten (CRAC), waarbij het Gewest de rentelast overneemt.

Het ontwerp zou gebaat zijn bij een invoeging van een dergelijke verduidelijking.

3. In het derde lid van artikel L1314-1, § 4, in ontwerp, dienen, in de Franse versie, de woorden “le cas échéant” weggelaten.

##### Artikel 3

Artikel L1314-1, § 5, in ontwerp, voorziet in de mogelijkheid om voor de dienstjaren 2020 en 2021 de fondsen van de gewone reserves, al dan niet voorzien van een bijzondere bestemming, terug te boeken naar het “eigenlijke” werkingsjaar van de gewone dienst als waren het voorzieningen.

Deze mogelijkheid wijkt van geen enkele bepaling van het Wetboek af, maar wel van artikel 3, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2007 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit ter uitvoering van artikel L1315-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie’.

Het besluit in ontwerp strekt er evenwel toe, te steunen op het decreet van 17 maart 2020 en niet op dat artikel L1315-1 waarmee de Regering belast wordt “de begrotings-, financiële en boekhoudkundige regels van de gemeenten en de regels in verband met de nadere uitvoeringswijzen van de ambten van hun rekenplichtigen” vast te stellen.

Desgevraagd verantwoordt de afgevaardigde van de Minister deze keuze op volgende wijze :

“Gelet op de dringende noodzakelijkheid en op het belang van de besloten beslissingen, maar ook om de samenhang van de gezamenlijke bepalingen (artikelen 1 tot 5), hun leesbaarheid en het buitengewoon karakter ervan te garanderen, hebben we het onontbeerlijk geacht ze in het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie in te voegen”.

Ten opzichte van deze uitleg en daar de ter onderzoek voorliggende bepaling in het kader van de machtiging, bij het ontwerp uitgevoerd, past, vormt ze geen enkele moeilijkheid.

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt niettemin gevestigd op het feit dat de tekst het voorwerp zal moeten uitmaken van een latere decretale bevestiging overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020, wat als gevolg zal hebben dat de bepaling ter afwijking van het besluit van de Regering van 5 juli 2007 kracht van decreet zal hebben.

**Artikel 5**

In tegenstelling tot de wetgevende teksten, worden de besluiten niet afgekondigd. De bepaling dient ofwel weggelaten, in welk geval het besluit in werking zal treden de tiende dag na de dag van bekendmaking ervan, overeenkomstig artikel 84, lid 1, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, ofwel herzien om de inwerkingtreding van het besluit vast te stellen op een vroegere vaste datum dan die voortvloeiend uit de toepassing van het gemeen recht.

De Griffier,  
Anne-Catherine Van Geersdaele

De Voorzitter,  
Martine Baguet

**Nota**

(1) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling nr. 36.1 en formule F 3-5-2

**11 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 46 tot afwijking en aanvulling van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie om de lokale financiën met zware schuldenlast als gevolg van de crisis covid-19 te steunen en begrotingstekorten toe te laten**

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 39 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis Covid-19, met name artikel 1, § 1;

Gelet op advies nr. 67.466/4 van de Raad van State gegeven op 2 juni 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de buitengewone gezondheids crisis in verband met COVID-19 die heden België treft en dat de huidige en komende regels, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, van dien aard zijn dat ze iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertragen en sommige diensten zelfs lamleggen;

Overwegende dat dit van dien aard is dat de goede werking van de verschillende openbare diensten, inzonderheid de plaatselijke besturen, belemmert;

Overwegende dat de Regering, krachtens artikel 1 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, bevoegd is om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar;

Overwegende dat de gemeenten met name bevoegd zijn om zaken van gemeentelijk belang te regelen en om verstoringen van de openbare orde te voorkomen, waaronder vrede, gezondheid en openbare veiligheid;

Overwegende dat de crisis COVID-19 negatieve gevolgen zal hebben voor de financiën van de lokale overheden, zowel wat betreft de inkomsten als de uitgaven;

Overwegende dat de huidige begrotingsregels waaraan de lokale overheden onderworpen zijn, volstrekt onverenigbaar zijn met de gevolgen van de gezondheids crisis voor hun actie- en werkmiddelen;

Overwegende dat buitengewone afwijkende regels dringend moeten worden genomen als gevolg van de begrotingsaanpassingen die de lokale overheden zullen moeten doorvoeren;

Overwegende dat het ook van belang is om de inspanningen van talrijke gemeentelijke overheden te ondersteunen in hun deelname en steun in de strijd tegen de epidemie;

Op de voordracht van de Minister van Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel L1314-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt aangevuld met paragraaf 3, luidend als volgt:

“§ 3. In afwijking van paragraaf 2 mag het eigenlijk werkingsjaar van de gewone dienst van de gemeentelijke begrotingen in de boekjaren 2020 en 2021 een tekort vertonen dat specifiek voortvloeit uit de gevolgen van de crisis COVID-19.

Het tekort in 2020 zal maximaal 3% van de totale gewone uitgaven van het eigenlijk werkingsjaar bedragen. Het zal bij elke begrotingswijziging 2020 worden berekend.

Het tekort in 2021 zal maximaal 5% van de totale gewone uitgaven van het eigen dienstjaar bedragen. Het zal bij de oorspronkelijke begroting 2021 en bij elke begrotingswijziging 2021 worden berekend.

**Art. 2.** Artikel L1314-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt aangevuld met paragraaf 4, luidend als volgt:

“§ 4. In de loop van de boekjaren 2020 en 2021 kunnen alle gemeenten, met inbegrip van de gemeenten die reeds onder beheersplan staan, bij gebrek aan een globaal evenwicht in de gewone dienst, zoals bepaald in artikel L1314-1, § 1, dat uitdrukkelijk het gevolg is van de crisis COVID-19, financiële steun aan de Regering vragen.

Deze steun is afhankelijk van het indienen van een specifiek beheersplan COVID-19, waarin eerst wordt voorzien in het herstel van het globale evenwicht van de gewone dienst in het jaar waarin bovengenoemde financiële steun is verkregen, en vervolgens uiterlijk in de oorspronkelijke begroting voor het boekjaar 2022 in het herstel van het evenwicht van het eigenlijk werkingsjaar van de gewone dienst.

Deze steun bestaat uit een lening via het “Centre régional d’aide aux communes” (Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten), waarvoor het Gewest het geheel aan rentelasten dekt.

In dergelijk geval wordt er van artikel L1314-1, § 2, afgeweken en hoeven de betrokken gemeenten geen convergentieplan in te dienen.”.



**Art. 3.** Artikel L1314-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt aangevuld met paragraaf 5, luidend als volgt:

“§ 5. In de loop van de boekjaren 2020 en 2021 kunnen de gewone reservefondsen, die bestemd zijn of die geen bijzondere bestemming hebben, teruggeboekt worden naar het eigenlijk werkingsjaar van de gewone dienst alsof het om voorzieningen ging.

Bedoelde fondsen worden naar de ad hoc functie teruggeboekt indien ze een reeds omschreven gebruik hebben of eenvoudig naar de functie “000 Algemene ontvangsten” indien ze ertoe strekken het eigenlijke werkingsjaar van de gewone dienst naar een evenwicht te brengen.”.

**Art. 4.** Artikel L1314-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt aangevuld met paragraaf 6, luidend als volgt:

“§ 6. In de loop van de begrotingsjaren 2020 en 2021 wordt toegelaten dat de specifieke uitgaven voor de relance die rechtstreeks verband houden met de sanitaire crisis, geboekt op de gewone dienst, via een lening en via de terugboeking van buitengewone reservefondsen naar het eigenlijk werkingsjaar van de gewone dienst gefinancierd worden als waren het provisies.

Het maximum toegelaten bedrag van het samengevoegd totaal van lening en terugboeking van buitengewone reservefondsen voor de gezamenlijke jaren 2020 en 2021 bedraagt 100 euro per inwoner.

De aflossingsduur van de lening wordt vastgesteld op maximum 20 jaar.

In een dergelijk geval wordt de lening eerst naar behoren op de gewone dienst geboekt en vervolgens overgedragen naar de ad hoc functie van de gewone dienst als was het een voorziening.”.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 11 juni 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,

P.-Y. DERMAGNE

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/41636]

11 JUNI 2020. — Ordonnantie houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 12 december 2019 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de aanstelling van een gemeenschappelijke dienstenintegrator voor de elektronische uitwisseling van gegevens

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord van 12 december 2019 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de aanstelling van een gemeenschappelijke dienstenintegrator voor de elektronische uitwisseling van gegevens.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 juni 2020.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,

E. VAN DEN BRANDT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

S. GATZ

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/41636]

11 JUIN 2020. — Ordonnance portant assentiment de l'accord de coopération du 12 décembre 2019 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune portant sur la désignation d'un intégrateur de services commun pour l'échange électronique de données

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** Assentiment est donné à l'accord de coopération du 12 décembre 2019 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune visant à la désignation d'un intégrateur de services commun pour l'échange électronique de données.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 juin 2020.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

E. VAN DEN BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ